

Il faut aider les syndicalistes algériens

Dimanche 2 mars s'est tenue, à Paris, une journée d'étude sur le problème du syndicalisme algérien en France, convoquée par l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens (A.G.T.A.).

Etaient invités à cette Assemblée les principales centrales syndicales françaises, des techniciens des questions économiques et sociales, des personnalités politiques et littéraires, les journaux. « La Vérité des Travailleurs » était invitée.

Ont participé à ces travaux: la C.G.T. représentée par Marcel Dufriche; Jean Pronteau, en tant que directeur d'« Economie et Politique »; le Professeur Dresch; Francis et Colette Jeanson; Pierre Cot, M^{re} Stibbe, Claude Bourdet, Mme Andrée Michel; des journalistes; des militants syndicalistes algériens.

L'ordre du jour comportait:

— Un rapport de présentation de l'A.G.T.A.

— Un rapport d'étude sur l'émigration algérienne en France.

Le tout fut suivi de discussions. Les travaux furent clôturés par une résolution.

Un représentant de notre parti fit une déclaration dans laquelle il salua les travaux de cette assemblée et apporta le soutien inconditionnel de notre parti à la cause des travailleurs algériens.

Nous avions déjà rendu compte dans « La Vérité des Travailleurs » (N° 69, octobre 57), à l'occasion de la parution du premier numéro de son organe « L'Ouvrier Algérien », de l'importance que représentait la naissance de l'A.G.T.A. Nous avions dit tout le bien que nous pensions de cette tentative, et souligné la justesse de la position que cela représentait.

La réunion du 2 mars avait pour but de rap- peler aux organisations syndicales françaises l'existence de l'A.G.T.A., de leur expliquer ce qu'elle est, de leur énumérer ses besoins et l'aide qu'elle attend d'eux.

Le programme et les objectifs de l'A.G.T.A. furent énumérés. L'isolement et la répression dont sont victimes les travailleurs algériens furent évoqués ainsi que le manque de solidarité de la classe ouvrière française et le manque de soutien de la part des grandes centrales.

La discussion fut très franche. Des critiques furent adressées à la C.G.T. par des militants algériens de ses syndicats qui lui reprochent de ne pas favoriser l'accession aux postes de responsables syndicaux, de militants algériens et de n'avoir eu aucune vigueur contre la répression et l'arrestation de militants algériens dans les entreprises.

Le fait que la C.G.T. avait envoyé un représentant et qu'elle fit une déclaration, donnant son accord à la proposition d'association et d'aide à l'A.G.T.A. et promettant désormais son soutien semble indiquer un changement d'attitude dans le bon sens. Nous le souhaitons et nous souhaitons que cela ne reste pas lettre morte.

Néanmoins nous appelons les ouvriers révolutionnaires français à augmenter leur pression et leurs interventions pour forcer leurs directions à soutenir dans les faits et efficacement le peuple algérien et ses militants.

P. VINCENT.

Ce qu'est l'A. G. T. A.

Rappelons que l'A.G.T.A. n'est pas un syndicat.

C'est une Amicale regroupant tous les travailleurs algériens en France, normalement adhérents aux syndicats ouvriers français.

— Qu'elle est opposée à l'existence d'un syndicat algérien spécifique en France, mais qu'elle reconnaît l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens) comme seul syndicat représentatif des ouvriers algériens en Algérie.

— Qu'elle fait obligation à ses adhérents d'appartenir à un syndicat français, leur laissant le choix de leur Centrale (la plupart sont à la C.G.T., quelques-uns à la C.F.T.C.).

— Qu'elle a pour but l'éducation syndicale de ses adhérents et la formation de cadres syndicaux et de techniciens pour l'Algérie de demain.

— Qu'elle lutte pour contraindre les centrales syndicales françaises et notamment la C.G.T. à accorder des responsabilités à tous les échelons, aux militants algériens.

Elle appelle les travailleurs algériens à se solidariser avec toutes les actions revendicatives de la classe ouvrière française et avec toutes les manifestations politiques allant dans le sens des aspirations du peuple algérien.

Elle appelle les militants algériens à faire défendre par leurs syndicats les revendications spécifiques des travailleurs algériens.

EFFERVESCENCE

AU QUARTIER LATIN

Nous avons déjà signalé le rapide démarrage de la vie politique au Quartier Latin. Cette effervescence a permis aussi à la direction de l'U.E.C. de révéler son opportunisme et sa volonté d'empêcher toute prise de position claire des étudiants sur l'Algérie. Les commandos de Biaggi et Le Pen ayant décidé, pour commémorer le putsch de 1934, de faire régner la terreur au Quartier Latin, le 21 février, 400 étudiants U.E.C. et U.G.S. se mobilisèrent à midi au restaurant Mabillon. Les policiers y étaient nombreux, mais sans leurs complices nervis. La plupart des étudiants, estimant possible de lancer

une manifestation, un fort groupe d'entre eux prit l'initiative de déclencher un mouvement vers le boulevard Saint-Germain, en criant: « Le fascisme ne passera pas! » Mais aussitôt, les dirigeants présents de l'U.E.C. s'opposèrent violemment à cette entreprise et lancèrent leur mot d'ordre de dispersion, allant jusqu'à traiter les plus résolus de provocateurs.

Le soir même était prévu aux Horticulteurs, un meeting anticolonialiste. Il convient de remarquer que la direction de l'U.E.C. n'a pas systématiquement mobilisé ses membres pour défendre le meeting contre de très probables attaques fascistes. Aussi les étudiants communistes, non avertis, étaient-ils peu nombreux au meeting. Et les fascistes, passant à l'attaque à la sortie de la réunion, sous la protection de la police, blessèrent sérieusement une cinquantaine d'étudiants.

Le problème de la politique capitulaire des bureaucrates s'est trouvé d'ailleurs posé par de nombreux militants au congrès national de l'U.E.C. qui s'est tenu les 22 et 23 février. Qu'a répondu la direction? Que les communistes ne doivent pas reprendre aux fascistes leur tactique de commando, que la meilleure réponse au danger fasciste, c'est la lutte de masse. Or, on ne doit pas opposer l'une à l'autre, mais les coordonner. La lutte ne peut se réduire à des actions de groupes organisés pour le combat, mais l'action de masses doit aussi comporter l'organisation de groupements capables de mettre en déroute les commandos fascistes.

Les bureaucrates semblent éprouver des difficultés croissantes à s'imposer aux militants. La crise de l'U.E.C. est la crise générale du P.C.; et les étudiants révolutionnaires ont là une possibilité, en intervenant dans la crise de l'organisation stalinienne étudiante, d'accélérer le processus dans l'ensemble du P.C.F.

Robert LEBLOND.

L'Afrique noire brûle les étapes

(Suite de la page 4)

l'unification syndicale, la constitution de l'U.G.T.A.N., centrale syndicale africaine indépendante. Le mouvement prend cette fois un contour politique plus défini à caractère nationaliste, et c'est là sa grande innovation. Les leaders politiques doivent à leur tour aligner leurs partis sur cette poussée nationaliste. Lamine Gueye, pilier de la S.F.I.O., se voit obligé de décrocher son organisation de l'appareil socialiste métropolitain et fonde le M.S.A. Senghor qui s'était détaché depuis des années de la S.F.I.O. pour suivre une évolution nettement plus à droite doit fournir le plus grand effort de rétablissement et n'hésite pas, pour gagner l'oreille des jeunes, à formuler les revendications les plus avancées. Il regroupe plusieurs formations et fonde la Convention Africaine sur un plan international.

Les leaders du R.D.A. marquent le plus de réticences. Le Congrès du parti est remis de trimestre en trimestre avant de se tenir à Bamako en septembre. Houphouët y subit une forte tempête et abandonne le Congrès sans y réparaître. Le leader gauche de remplacement Sékou Touré rassure les congressistes: « Houphouët reste notre Président, mais soutiendra au gouvernement, non ses idées mais celles défendues par le R.D.A. » Aux débats parlementaires sur la loi-cadre les députés R.D.A. se tiennent en arrière de Senghor et du député « indépendant » Apithy. Les élections avaient été un avertissement pour le R.D.A. Le succès général n'était pas sans ombres: il y avait 80 % d'abstentions dans le fief de Houphouët, un candidat d'opposition a failli battre le R.D.A. à Agdjobville.

Le Parti Africain de l'Indépendance.

Les mouvements des jeunes, les étudiants ont dénoncé d'emblée la force de la loi-cadre, ont soutenu inconditionnellement la révolution algérienne et mis au centre de leur lutte l'indépendance. Les syndicats qui ont eu à soutenir de rudes combats et n'ont perçu le moindre allègement de la condition ouvrière sous la loi-cadre se trouvent également en flèche par rapport aux partis. Ces mouvements d'opposition infiniment plus proches des sentiments populaires que les leaders reconnus des partis ont trouvé leur ex-

pression politique achevée dans le P.A.I. fondé par de jeunes intellectuels et des militants syndicalistes. Ceux-ci ont pris le chemin inverse de Houphouët. Du R.D.A. première époque, ils sont passés à une affirmation marxiste du programme national et révolutionnaire africain.

Le P.A.I. a pesé d'un poids important dans l'accord d'unification réalisé à la conférence du Palais-Bourbon. On sait que la conférence expulsa brutalement le P.A.I. qui y avait été convié régulièrement par Houphouët. N'osant avouer la véritable cause de la rupture — le refus du P.A.I. de souscrire à une unification organique fondée sur « la communauté franco-africaine » — les leaders opportunistes se sont livrés à une petite provocation lançant le bruit que le P.A.I. aurait réclamé l'action armée pour l'obtention immédiate de l'indépendance. La voie est ainsi tracée pour la répression contre ce parti en Afrique. En fait, le P.A.I. se situant sur un terrain politique nettement différencié, sa présence devenait gênante pour les dirigeants à l'instant où il leur fallait passer à la phase du marchandage.

Le P.A.I. est le symbole de l'accélération de l'histoire en Afrique et de son développement combiné. Le programme de ce parti est plus avancé, plus révolutionnaire que celui de toute autre formation anti-impérialiste dans les pays sous domination française. Il dépasse le stade purement nationaliste des partis nord-africains et il distance nettement les P.C. subissant encore l'influence de la théorie stalinienne-méncheviste de la révolution par étapes et les séquelles des conceptions « Union Française ». Le P.A.I. expose la nécessité d'un parti de classe pour l'affranchissement total du joug impérialiste sous toutes ses formes. Il démontre que l'Afrique ne peut combler son retard historique au travers d'une ère capitaliste africaine mais seulement au moyen d'une économie planifiée à caractère socialiste comportant la remise des terres à ceux qui la travaillent et la nationalisation des sources de matières premières et des grandes entreprises d'intérêt national.

Il est hautement significatif que le programme de la révolution permanente ait trouvé spontanément son application en Afrique noire par des éléments de la jeune génération révolutionnaire.